

## Philippe Delusinne, CEO de RTL Belgium

# «La RTBF devrait retrouver une certaine éthique»

### INTERVIEW

JEAN-FRANÇOIS SACRÉ

**L**orsque Philippe Delusinne, patron de RTL Belgium, a découvert dans nos colonnes le contenu du futur contrat de gestion que la RTBF s'apprête à négocier avec le gouvernement de la Communauté française, la moutarde lui est montée au nez. Après avoir abandonné son costume de négociateur social, une fois la restructuration de l'entreprise achevée, il a aussitôt revêtu celui de lobbyiste, rôle dans lequel il excelle. Il a envoyé une note bien sentie au ministre des Médias Jean-Claude Marcourt (PS) et aux présidents de parti. Il nous en dévoile le contenu.

**La RTBF a fait état de certaines demandes pour son futur contrat de gestion qu'elle négocie avec son pouvoir de tutelle. Elles vous paraissent excessives?**

À chaque contrat de gestion, la RTBF obtient plus de choses. Cette fois elle demande, entre autres, une hausse de 2% par an de sa dotation, l'octroi d'une 6<sup>e</sup> radio et d'une 4<sup>e</sup> chaîne de télévision, ainsi qu'un mécanisme de compensation pour faire face à l'arrivée de TF1 sur le marché publicitaire belge. Ces requêtes sont invraisemblables. Elles menacent gravement le pluralisme des médias en Communauté française et la coexistence d'un acteur privé aux côtés de l'opérateur public. La question est de savoir si l'autorité compte accéder à toutes ces requêtes ou si elle décide de recentrer la RTBF sur ses missions, permettant à l'opérateur privé de continuer à faire ce qu'il fait, à savoir créer de la diversité, du contenu.

**Qu'est-ce qui vous dérange le plus?**

Pas un élément en particulier, mais une véritable lame de fond qui s'est développée depuis quelques années et que ces demandes viennent renforcer. En clair, la RTBF, opérateur public, devient de plus en plus privé, programmant toujours plus de divertissements français, de séries américaines, de sport, etc. Elle s'éloigne au contraire de ses missions comme l'éducation et la culture, pour entamer une course à l'audience. La RTBF ne joue plus son rôle. J'ose même dire qu'elle devrait retrouver une certaine éthique. Hélas, le gouvernement a progressivement renoncé à lui rappeler ses missions de service public. Cette fois, il y a urgence.

**N'êtes-vous pas mal placé pour donner des leçons après avoir licencié 88 personnes?**

La décision de mener ce plan social a été dictée par l'évolution du marché: la montée en puissance des GAFFAN qui gouvernent le monde des médias, la baisse des investissements publicitaires en télé au profit de ces géants, l'arrivée de TF1 sur le marché publicitaire... Nous n'avions pas le choix. Nous sommes une société commerciale, la rentabilité est impérative. Elle doit nous permettre de rémunérer nos actionnaires – ce qui

n'est pas honteux – et de réinvestir dans nos contenus pour faire face à ces nouveaux acteurs. Grâce à de nombreuses nouveautés, nous avons d'ailleurs fait notre meilleure rentrée depuis 2006. Cela a un coût. Nous avons donc pris les décisions nécessaires pour remettre l'entreprise sur les rails. Je ne voudrais pas que les demandes de la RTBF nous remettent en situation précaire.

**C'est une menace? Si la RTBF obtient ce qu'elle veut, faut-il craindre une nouvelle restructuration, voire la transformation de RTL en un simple M6 belgicisé?**

Non, mais c'est une situation que je ne veux pas envisager. Ce serait la manifestation de la part de la classe politique d'une hostilité à notre égard. Les choix qu'ils prendront demain pour la RTBF, les politiques devront les assumer. Depuis un an, on a travaillé très dur pour maintenir cette maison à flot. Mais s'il y a des éléments exogènes à l'entreprise qui apparaissent, comme un renforcement des moyens de la RTBF, je ne préjuge de rien.

**Vous invoquez les bouleversements du marché. Mais la RTBF y est aussi confrontée, non?**

La différence, c'est que le 1<sup>er</sup> janvier, elle se réveille avec 243 millions d'euros de dotation sur son compte. Nous: zéro. À cela s'ajoutent plus de 60 millions de recettes publicitaires apportées par sa régie RMB. Mais c'est une filiale à 99,99% de la RTBF, entreprise publique. Est-il normal qu'elle prenne en régie un opérateur privé comme AB3 qui n'investit pas en Communauté française? Le comble, c'est quand elle a voulu prendre TF1 en régie. C'était quand même un étonnant paradoxe.

**Quel est votre modèle de service public?**

La VRT. Par tête d'habitant, sa dotation n'est pas plus élevée que celle de la RTBF. Elle ne bénéficie pas de la publicité en télévision, hormis le parrainage, mais elle parvient à être créative, dynamique et à remplir ses missions. Et malgré la forte concurrence des chaînes privées VTM et SBS, elle est leader.

**Ne pensez-vous pas que vous seriez davantage entendus si vous rentriez dans les clous en redevenant belges?**

Mais on est belges! On paie près de 50 millions d'impôts et charges en Belgique. On emploie encore près de 700 personnes. Que le CSA soit frustré de ne pas pouvoir nous réguler, c'est une autre histoire. La législation européenne confirme notre statut. Il y a eu un accord politique signé en 2009 entre les ministres de l'audiovisuel de la Communauté française et du Grand-Duché aux termes duquel nous sommes sous le contrôle du régulateur luxembourgeois. On respecte cet accord. On paie des amendes au Luxembourg en cas d'infraction.

**Pourtant, le projet de future directive SMA change la donne. Vous devriez être régulés à l'avenir par le CSA.**

Pas de problème. On est légalistes. Si demain on nous demande d'être belges, on le sera.

**Vous sortez d'un plan social douloureux. Qu'en retenez-vous?**

Je viens de connaître la pire période de ma vie. Chez RTL tout le monde se connaît personnellement. J'ai pu constater qu'il y avait un véritable «affectio societatis», un véritable attachement à l'entreprise de la part gens qui étaient très impliqués.

**Quatre vingt-huit emplois supprimés dans une société qui fait encore des bénéfices. Cela ne vous gêne pas?**

Je vous ai expliqué pourquoi nous n'avions pas le choix. En outre, trente-huit de ces départs sont volontaires. Car les conditions de départ sont, je pense, très généreuses pour ceux qui s'en vont. Je ne vous dirai pas à quelle hauteur, mais les permanents syndicaux étaient très satisfaits.

**Ce qui explique qu'il n'y ait eu aucun mouvement social?**

Sans doute. On ne s'est pas non plus épanché dans la presse.

**Vous allez devoir produire plus avec moins de personnes. Qu'est-ce qui va se passer pour ceux qui restent. Ils vont devoir travailler beaucoup plus?**

Non, ils vont devoir travailler différemment. Prenons l'exemple des magazines. Avant, chaque magazine avait sa propre équipe de 5 à 6 personnes. Parfois, ces gens bouclaient leur émission hebdomadaire en quelques jours, parfois au contraire ils avaient trop de travail et devaient recourir à des pigistes. Dorénavant, ces personnes vont travailler pour différents magazines. Une semaine, ils travailleront sur Reporters, une autre sur Coûte que coûte, la suivante sur Place Royale, etc. Les gens ne vont pas travailler plus, ils vont travailler à temps plein, mais sans pigistes. C'est la même chose pour le Journal: 95% de des sujets décidés le matin étaient finis pour le 13H. Désormais, ils vont pouvoir revenir plus en détail sous un angle plus magazine. Ce qu'on appelle du fast et du slow news. Idem à la régie publicitaire. Les commerciaux ne vont pas vendre RTL média par média, mais chaque commercial vendra les trois médias: TV, radio, digital. Nous allons donc mieux mutualiser les ressources.

**On vous a accusé de ne pas avoir pris à temps le virage du digital alors que la RTBF a pris de l'avance avec Auvio. Comment allez-vous rattraper le temps perdu?**

Mais on n'a pas manqué le virage digital! Ce n'était pas rentable. A présent nous allons pouvoir profiter des synergies au sein du groupe pour lancer lundi prochain RTL Play, notre plateforme de vidéo inspirée de celle lancée par M6 il y a un an et

demi et adoptée depuis en Hongrie et en Croatie. Nous avons aussi engagé l'ancien patron du digital de la RTBF, Fabrice Massin. C'est un véritable expert qui va injecter dans toute la maison la culture digitale de manière transversale.

### **LES PHRASES CLÉS**

*«La RTBF a entamé une **course à l'audience**. Elle devient de plus en plus un **opérateur privé**.»*

*«Il y a une **menace pour le pluralisme des médias** en Communauté française.»*

*«Nous avons pris les décisions nécessaires pour **remettre RTL sur les rails**. Je ne voudrais pas que les demandes invraisemblables de la RTBF nous remettent en situation précaire.»*